

# LE MONDE

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche  
après l'Hôtel Terminus en venant  
du Rond point Grand Hôtel.  
CEL : 90.06.78.46 / 96.27.0196  
E-mail: lemonde\_niger1@yahoo.fr

## D'AUJOURD' HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

3<sup>ème</sup> année:

N°227 DU MERCREDI  
15 FEVRIER 2017

PRIX : 300 F

**Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse**

**Mal gouvernance / sécheresse financière**

# Issoufou court dans tous les sens



*Le don de soi devait permettre à Issoufou Mahamadou de s'imposer président de tous les Nigériens et non celui d'un clan, d'un parti politique ou d'une majorité présidentielle. Il devait, par la même occasion, accepter de faire libérer les prisonniers politiques et demander la participation de tous les citoyens à l'œuvre de construction nationale. Là, non plus, ne rêvons pas, le président de la République ne peut se donner à ce point.*

*Et enfin, l'ingéniosité, en plus de permettre aux régnants de faire les choix judicieux pour le bien collectif et de gérer avec parcimonie, devait amener les autorités Nigériennes à comprendre que les discours ne peuvent nourrir un peuple et que ce monde globalisé et fortement médiatisé ne laisse plus aucune chance à la démagogie...*

**Interview d'Issoufou dans Jeune Afrique**

Ne regrettez-vous pas que votre principal opposant, Hama Amadou, soit en exil?

« Si, mais personne n'empêche la personne dont vous parlez de revenir au Niger. Il y a chez nous une séparation des pouvoirs?: Hama Amadou a des problèmes avec la justice, mais je n'ai aucun problème avec lui ».

## **Il faut le dire...**

**Plus qu'un scandale, le contrat signé avec Veolia africa est un crime contre le peuple nigérien...**

# Lettre à Mahamadou Issoufou

Monsieur Issoufou,

**À votre place, depuis bien longtemps, j'aurai jeté l'éponge en disant à mes compatriotes : « Je m'en vais, en espérant que quelqu'un d'autre viendra colmater les énormes fissures que ma gouvernance a occasionnées ».**

J'ai suivi l'entretien que vous aviez généreusement accordé à la chaîne de télévision qatarie, Al Jazeera, dans le cadre de l'émission « Sans frontières » mais qui n'a pas été la tarte habituelle à laquelle vous étiez habitué dans l'Hexagone. Il m'a suffi d'écouter les premières questions du journaliste pour me rappeler cette réalité : nous ne sommes pas en France et Image 7 n'est pas à la manœuvre. J'avoue que, curieusement, je n'ai pas été choqué par vos réponses, à mille lieues, souvent — je dis bien souvent — des réalités douloureuses de notre pays. Un pays dont vous aviez pris les rênes du pouvoir, en 2011, avec tant d'atouts que bon nombre de nos frères et sœurs africains nous enviaient. Ils pensaient que le Niger était parti. Hélas, c'était sans compter que pour réussir, il faut bien plus que des paroles et des discours, vos cartes maîtresses. Je n'ai pas été choqué, dis-je, par vos réponses. Car, dans cet entretien, les questions étaient nettement plus importantes que les réponses qui parlaient sans doute d'un autre Niger inconnu de vos compatriotes. Les questions, par contre, traduisaient nettement l'image, malheureusement réelle, que vos hôtes qataris avaient du Niger. Ce que vous aviez pu répondre était si décalé, aussi bien des questions posées que des réalités, que j'ai eu l'impression d'assister à un dialogue de sourds ou plutôt à des pas de danse de « bitti harey » sous une musique salsa. Bref, l'exercice a été très laborieux pour vous et il n'est pas sans évoquer celui que vous vous étiez hasardé à faire à l'occasion de vos trois ans au pouvoir et au cours duquel un certain Abdoulaye Barry de la chaîne de télévision *Africable* vous avait tellement bousculé. Une expérience que vous n'avez plus renouvelée et les Nigériens savent pourquoi.

Monsieur Issoufou, j'ai parcouru les réactions de nos compatriotes sur les réseaux sociaux et je puis dire que tout le monde a compris : la plupart de nos compatriotes vous auraient probablement noté « Hors sujet » et les questions du journaliste, incisives, n'étaient pas bonnes à entendre pour un fêru de la « renaissance ». Certains compatriotes, pour se moquer ou par naïveté, disaient attendre la diffusion du film complet de cet entretien sur Télé Sahel. Autant attendre la prochaine éclipse solaire ! C'est pourquoi, moi, Mallami Boucar, je vais essayer de combler le vide en apportant quelques réponses que vous auriez dû donner à certaines de ces questions qui vous ont été posées.

**1. Pourquoi le Niger est-il parmi les pays les plus riches en ressources et pourtant**

**vous êtes le plus pauvre du monde ?**

*Parce que le Niger, certainement depuis 27 ans, n'a pas toujours su tirer le meilleur de ses potentialités et surtout parce que, depuis presque six ans, il est soumis à une prédation jamais égalée de ses ressources financières. Les scandales financiers à coups de milliards se sont accumulés comme si les tenants du pouvoir étaient dans une course effrénée d'accumulation primitive de richesses. Résultat : aujourd'hui, les caisses de l'État sont vides et le gouvernement est confronté à d'énormes problèmes financiers qui ont complètement anéanti tous les espoirs d'un décollage économique entrevus à partir de 2010. C'est un désastre et notre responsabilité est énorme dans cet échec indiscutable.*

**2. Ça fait six ans que vous êtes président et le Niger est toujours pauvre ?**

*Oui, c'est vrai, malheureusement. Nous avons pourtant tout essayé, mais tout, systématiquement, a tourné au désastre comme si quelque part, un esprit malin s'ingéniait à transformer nos projets en catastrophes. Nous avons pensé avoir amené le rail, le projet a foiré et s'est rapidement transformé en un vaste dépotoir qui, de surcroît, menacera à terme la résilience de la route Niamey-Dosso ; nous avons créé l'Initiative 3N (Les Nigériens nourrissent les Nigériens) pour mettre un terme à l'insécurité alimentaire cyclique mais des milliers de compatriotes, durement frappés, n'ont dû leur salut qu'aux interventions spontanées et efficaces des organisations humanitaires internationales à qui nous rendons un vibrant hommage ; nous avons aussi lancé la construction d'une centrale thermique, mais en fin de compte, nous nous sommes rendus compte que les experts nationaux avaient eu raison de nous dissuader de nous engager dans cette voie. Ah, si nous avions plutôt investi dans le barrage de Kandadji ! Nous avons pourtant, en 2011, la totalité des financements acquis, mais une gestion cahoteuse des fonds a considérablement compromis l'exécution des travaux. Ce qui est, nous le reconnaissons, désastreux pour le Niger dans la mesure où la réalisation du barrage de Kandadji était pour notre pays synonyme d'indépendance énergétique et sans doute alimentaire. En un mot, nous avons véritablement échoué à nourrir les Nigériens par les Nigériens et c'est pourquoi nous sommes ouverts aux propositions que nous feront nos frères qataris. Les Saoudiens, eux, sont très avancés dans les pourparlers pour l'acquisition de terres riches vers l'Est du*

*Niger.*

**3. Vos opposants vous accusent d'être un dictateur... Si vous n'êtes pas un dictateur, pourquoi votre opposant Hama Amadou vit en exil hors du pays ?**

*Ils peuvent penser ce qu'ils veulent, mais je m'en fiche. N'est-ce pas la fin qui justifie les moyens ? Eh bien, si des citoyens nigériens, parce qu'ils sont de l'opposition, ont tenté de renverser le pouvoir par la force, en complicité avec des militaires, ont été appréhendés et mis hors d'état de nuire, des gens roupêtent, je n'y peux rien. On peut me critiquer à longueur de journée, mais je ne suis pas responsable des actes qu'ils ont posés. Ils ont porté atteinte à la sécurité de l'État et doivent répondre de leurs actes devant les juridictions compétentes. Bon, c'est vrai qu'ils ne sont pas encore jugés mais, croyez-moi, le dossier est ficelé et bientôt, le monde entier sera convaincu de leur forfaiture. Pour le moment, ils gardent prison, en attendant que la justice décide de leur sort. Cela ne dépend pas de moi. Quant à celui dont vous parlez, il peut revenir à tout moment si tel est son désir. J'ai été élu à 92,51% et ce n'est pas quelqu'un qui a obtenu moins de 8% qui m'empêchera de dormir. Bon, évidemment, il a été maintenu en prison, le temps que je sois élu à 92,51% ; après quoi, nous avons fait preuve d'humanisme en le laissant aller se soigner en France. Nous l'attendons... pardon, la justice l'attend de pied ferme et il retournera en prison dès qu'il foulera le sol natal. Et probablement, il n'échappera pas à une condamnation.*

**4. Selon nos informations, la justice est manipulée par la présidence...**

*La justice nigérienne est l'une des plus indépendantes du monde. Si vous n'êtes pas convaincu, menez votre propre enquête. De toute façon, je vous défie, moi, de me dire un seul juge nigérien qui dira le contraire. Récemment, nous avons lancé une vaste opération de traque de ceux qui ont détourné les deniers et biens publics et je puis vous assurer que personne n'est épargnée. Bon, c'est vrai que des personnes soupçonnées d'être trempées dans de grandes malversations financières sont encore oubliées par la justice et j'ai presque envie de crier à l'injustice. Certaines de ces personnes sont mêmes à mes côtés, de proches collaborateurs que la justice peut prendre mais que je donnerai tout pour protéger. Je n'interfère pas dans les affaires de la justice et tous les Nigériens peuvent*

Suite page 3

en témoigner. Mais, de là à laisser la justice s'attaquer aux hommes du président du Haut conseil de la magistrature...

**5. Y a-t-il un président au monde qui est réélu avec un score de 92% sans passer par des élections truquées et volées ?**

*C'est moi, devant vous, et pour vous en convaincre, je vous renvoie aux procès-verbaux de la Ceni. Vous savez, chez nous, il y a une commission chargée de l'organisation des élections qui est indépendante.*

*Elle regroupe toutes les organisations politiques et associatives et la transparence est totale. Nous avons également la Cour constitutionnelle, l'instance judiciaire chargée de valider les résultats électoraux, qui n'est nullement sous le contrôle de qui que ce soit. Savez-vous que cette Cour constitutionnelle a corrigé et bonifié mon score, le faisant passer de 92,41% tel que proclamé par la Ceni, à 92,51%. Il n'y a eu ni truquage ni vol dans ma réélection. Toutefois, l'honnêteté me commande de souligner que dans certaines régions du Niger, notamment à Tahoua, ma région natale et mon fief électoral, il a été enregistré des scores extraordinaires qui dépassent parfois les 100% de taux de participation. La tradition du vote est forte, là-bas, vous savez. Et puis, entre nous, mais ça, je vous le dis hors micro, certains dépouillements ont eu lieu loin des bureaux de vote, en brousse carrément, sous des arbres et c'est cela qui a mené des personnes mal intentionnées à déclarer que j'ai perpétré un hold-up électoral. Il n'en est rien.*

**Monsieur Issoufou**, comme je l'écrivais à l'entame de cette lettre, vos réponses n'ont pas d'intérêt pour votre interlocuteur et ce n'est pas un hasard s'il a fait mention de la formule « selon nos informations », histoire de vous dire qu'ils sont parfaitement informés de la situation réelle du Niger. Notre pays est extrêmement malade et votre gouvernance en est la source. Continuer à nier cette situation, c'est opter pour la politique de l'autruche. Qui pensez-vous pouvoir convaincre aujourd'hui de l'implication de vos opposants politiques dans un coup d'État militaire qui aurait été déjoué ? Personne ne croit à cette sordide affaire. Pas plus que personne n'accorde le moindre crédit à cette lutte contre la corruption. De l'argent ? Vous pouvez continuer à courir les capitales du monde entier, je fais le pari que vous ne ferez que saigner davantage le Trésor public. Qui prêtera ou fera don à quelqu'un qui sait que des individus ont fait main basse sur des milliards mais qui les laisse tranquilles pour aller en demander ailleurs ? Qui peut avoir confiance en un État qui prend des engagements avec des partenaires mais qui les bafoue du jour au lendemain ? Moi, à votre place, j'aurai depuis longtemps jeté l'éponge. Non pas par couardise, mais pour le bien du Niger. Depuis bien longtemps, j'aurai surpris les miens en disant, dans un message radiotélévisé : « ça suffit, le suicide collectif ! Je m'en vais, en espérant que quelqu'un d'autre viendra colmater les énormes fissures que ma gouvernance a occasionnées ».

**Mallami Boucar**

**Mal gouvernance/sécheresse financière**

# Issoufou court dans tous les sens

France, Allemagne, Arabie Saoudite, Qatar etc., le président Nigérien parcourt le monde d'est en ouest, du nord au sud, à la recherche de liquidité. Ses mauvais choix et sa gouvernance partisane ont fini par dilapider les maigres ressources du pays à telle enseigne que le Trésor public s'est vidé de ses billets de banque au profit des individus militants et alliés du parti au pouvoir. On récolte ce que l'on a semé, dit l'adage. Le Niger qui amorçait un décollage vers la fin de la décennie 2000 est féroce tiré par le bas avec une gouvernance inégalée dans son caractère insouciant, destructeur et maladroite. Aujourd'hui le mal est fait et ce n'est pas le parachutage de Hassoumi Massoudou aux Finances et les quelques dizaines de millions « fabriqués » par l'opération *Maïboulala* qui y changeront quelque chose. Ce n'est surtout pas les voyages intempestifs du président de la République qui généreront les milliards nécessaires à une relance ou à la conjuration de la banqueroute. La solution, hélas, est au-dessus de la volonté/capacité du chef de l'État.

Pour sortir du gouffre actuel, il s'en faut une bonne dose de patriotisme, d'honnêteté, de rigueur, de don de soi et d'ingéniosité. Toutes choses qui font défaut à la Renaissance, même épaulée par le MNSD-Nassara et consorts.

Le patriotisme permettrait de regarder la réalité en face, l'acceptée, y apporter les solutions disponibles et demander à tous de contribuer chacun selon ses moyens et compétences. Cela, au nom de l'intérêt général. Il serait alors question de réduire le train de vie de l'État par la révision à la baisse de la taille du gouvernement, la suppression des postes inutiles de conseillers ministres et chargés de missions dans les institutions de la République, la présidence, l'Assemblée nationale et la Primature, notamment. Ce patriotisme exige également de demander des comptes à tous ceux qui ont géré les affaires publiques ces 6 dernières années et remettre l'État dans ses droits, là où, de besoin. Mais là-dessus, aucun espoir n'est permis puisqu'il est impossible d'accorder, ne serait-ce que le bénéfice du doute au président Issoufou. On ne peut voir l'homme demander à un Hassoumi Massoudou : « comment avez-vous fait pour acheter un vieil avion à 20 milliards ? » ; ou interroger un Brigi Rafini sur : « comment votre gouvernement a-t-il fait pour laisser saisir les biens du Niger en

France et aux Etats-Unis ? ». Ceci étant, le patriotisme nécessaire à une relance fait crucialement défaut.

La vigueur impliquerait que la justice soit laissée pour conduire librement tous les dossiers devant elle ou à venir. Que tous les rapports d'inspection lui soient transmis et que leur traitement n'obéisse qu'à l'autorité de la loi. La rigueur impose également l'abandon des dépenses de prestiges ainsi que les marchés fantaisistes et surfacturés. Il faudrait également qu'il y ait un véritable bouleversement dans l'administration publique afin que tous ceux et celles qui ne méritent pas leur poste soient remplacés par des fonctionnaires compétents, expérimentés et dévoués que la politisation à outrance a mis à l'écart au grand dam de l'intérêt supérieur de la nation.

Le don de soi devait permettre à Issoufou Mahamadou de s'imposer président de tous les Nigériens et non celui d'un clan, d'un parti politique ou d'une majorité présidentielle. Il devait, par la même occasion, accepter de faire libérer les prisonniers politiques et demander la participation de tous les citoyens à l'œuvre de construction nationale. Là, non plus, ne rêvons pas, le président de la République ne peut se donner à ce point.

Et enfin, l'ingéniosité, en plus de permettre aux régnants de faire les choix judicieux pour le bien collectif et de gérer avec parcimonie, devait amener les autorités Nigériennes à comprendre que les discours ne peuvent nourrir un peuple et que ce monde globalisé et fortement médiatisé ne laisse plus aucune chance à la démagogie. Le président Issoufou court dans tous les sens, mais partout où il passe, ses hôtes s'étonnent de la richesse insultante de certains Nigériens tandis que le pays lui, n'a rien dans le ventre. Partout dans le monde, l'on sait que des gens qui peinaient à se procurer un kilo de riz sont devenus milliardaires à cause simplement des responsabilités politiques qu'ils occupent ou ont occupé dans l'appareil de l'État. Dès lors, il ne sert à rien d'accuser une pauvre opposition ni de crier sur tous les toits que la Renaissance a réalisé ce qu'aucun régime n'a réussi dans ce pays. Il faut juste avoir les pieds sur terre, la tête sur les épaules et se convaincre d'une chose : rien de bon ne peut se faire sans le peuple. Et le peuple, ce n'est pas la majorité présidentielle.

**Ibrahim A. YERO**

Interview d'Issoufou dans Jeune Afrique

Ne regrettez-vous pas que votre principal opposant, Hama Amadou, soit en exil?

« Si, mais personne n'empêche la personne dont vous parlez de revenir au Niger. Il y a chez nous une séparation des pouvoirs?: Hama Amadou a des problèmes avec la justice, mais je n'ai aucun problème avec lui ».

**Mahamadou Issoufou :** « Entre les terroristes et nous, c'est une lutte à mort »

**Menaces sécuritaires, chute des cours des matières premières, crise libyenne, Trump... Réélu en mars, le chef de l'État s'est confié à Jeune Afrique, en marge du dernier sommet de l'UA, sur les défis majeurs auxquels il est confronté.**

**Jeune Afrique?: Le Maroc fait son grand retour au sein de l'Union africaine (UA), mais, lors de ce 28e sommet, les échanges ont été houleux...**

**Mahamadou Issoufou?:** C'est normal, puisque tout l'enjeu était de parvenir à prendre une décision. Mais la majorité des pays membres ont estimé que le Maroc ne posait aucune condition à son retour, puisqu'il avait souscrit aux dispositions de l'acte constitutif de l'UA, et que le moment historique pour la grande famille africaine.

**A-t-il fallu rassurer la République arabe sahraouie démocratique (RASD), ainsi que ses soutiens, sur le fait qu'elle ne serait pas exclue de l'UA?**

C'est un autre débat, qui devra être réglé par les instances de l'UA. Mais je rappelle que le Maroc a souscrit à l'acte constitutif de l'UA, une organisation dont la RASD est un membre fondateur.

**L'armée nigérienne est engagée sur tous les fronts?: aux côtés de la Nigeria, du Cameroun et du Tchad contre Boko Haram, mais aussi aux côtés du Burkina Faso et du Mali contre les jihadistes, sachant qu'elle doit également composer avec les conséquences de la crise libyenne... Le Niger a-t-il les moyens, militaires et financiers, d'être à ce point omniprésent?**

Ce qui est sûr, c'est que le capital est lâche et que, si nous voulons que les investisseurs restent, il faut les rassurer. C'est pour cela que la sécurité est une priorité et que nous y consacrons 10 % de nos ressources. Cela dit, nous sommes bien conscients que nous ne pouvons pas lutter seuls et que nos voisins et nous devons mutualiser nos efforts. Ensemble, nous allons mettre en place une force mixte multinationale, à laquelle participeraient les membres du G5 Sahel [Tchad, Niger, Mali, Burkina Faso et Mauritanie], sur le modèle de ce que nous avons déjà fait avec les pays du bassin du lac Tchad. Cette force travaillera en coordination avec les Casques bleus de la Minusma et avec la force française Barkhane.

**Diriez-vous que l'élection de Muhammadu Buhari au Nigeria a infléchi la lutte contre Boko Haram?** Le président Buhari est très déterminé et, si la force mixte fonctionne aujourd'hui, c'est aussi grâce à l'appui financier du Nigeria. J'ajoute que, sur le terrain, tous les jours, l'armée nigérienne combat Boko Haram et que cela l'a affaibli et divisé. Ce n'est pas un hasard s'il existe aujourd'hui deux factions rivales?: celle d'Abubakar Shekau, d'une part, et

celle de Mamman Nur et d'Abou Mosab al-Barnaoui, d'autre part.

**Le mandat de la Minusma a été renforcé, ainsi que vous le demandiez. Êtes-vous satisfait?**

Il a été renforcé sur le papier, mais pas dans les faits. Nous avons demandé à Antonio Guterres, le nouveau secrétaire général de l'ONU, de faire en sorte qu'elle ait l'équipement nécessaire pour assumer un mandat plus offensif. Plus largement, il faut réfléchir à ce que l'on attend des missions de maintien de la paix. La paix, on la maintient quand elle existe, mais les menaces ont changé de nature et, entre les terroristes et nous, il n'y a pas de paix possible. C'est une lutte à mort.

**Dans une enquête diffusée fin janvier et consacrée à la libération des otages d'Arlit, en octobre 2013, l'émission française « Envoyé spécial » suggère qu'une partie de la rançon versée aux ravisseurs a été détournée. C'est ce qui aurait poussé Aqmi à se venger en exécutant, quelques jours plus tard, deux journalistes de RFI, Ghislaine Dupont et Claude Verlon. Qu'en dites-vous?**

Je ne pense pas que les deux affaires soient liées. Je ne souhaite pas non plus m'ingérer dans les questions franco-françaises.

**Mais le Niger a joué un rôle important dans la libération des otages...**

Oui, mais je n'ai aucun élément permettant d'étayer la thèse que vous évoquez. Dans le bassin du lac Tchad, ce sont des musulmans que Boko Haram égorge. En Libye, en Irak et en Syrie, c'est à des musulmans que s'en prend Daesh. »

**Comment sortir la Libye du chaos dans lequel elle est plongée?**

Cela passera forcément par la réconciliation de tous les acteurs?: le gouvernement de Fayez al-Sarraj, le gouvernement de Tobrouk, le général Haftar, les kadhafistes... C'est la condition pour mettre en place un gouvernement d'union nationale inclusif et pour rétablir l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire.

**Fayez al-Sarraj est-il ouvert à une rencontre avec le général Haftar?**

Oui. Il était présent à Brazzaville et il est tout à fait ouvert à cette idée.

**Qu'attendez-vous du nouveau président de la Commission de l'UA, le Tchadien Moussa Faki Mahamat, qui a été élu le 30 janvier?**

Nous comptons sur lui pour accélérer la mise en place de la Force africaine en attente [FAA] et de la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises [Caric]. Il a une grande expérience et vient d'un pays très engagé sur les questions de sécurité.

**La Cedeao avait un candidat en la personne du Sénégalais Abdoulaye Bathily. Le bloc s'est semblé-t-il fissuré...**

Effectivement. Certains ont décidé de soutenir d'autres candidats. Dans toutes les sous-régions, d'ailleurs, il y a eu des prises de position que l'on pourrait qualifier de transversales.

**Autre enjeu du sommet, la réforme de l'UA...**



Oui. Outre la question du financement, nous sommes tombés d'accord sur l'établissement d'une zone de libre-échange, avec la suppression des barrières tarifaires, techniques, sanitaires, réglementaires, en matière de transport... Nous avons aussi décidé que l'Afrique ne devait parler que d'une seule voix lors des négociations avec les pays tiers. Nous allons poursuivre notre réflexion à ce sujet jusqu'à la fin de 2017.

**La réaction de la Cedeao dans la crise gambienne fera-t-elle jurisprudence?**

Sans les pressions qu'elle a exercées, les négociations n'auraient pas abouti, et le verdict des urnes n'aurait pas été respecté. Son intervention a donc été salutaire.

**N'y a-t-il pas eu deux poids deux mesures avec d'autres élections contestées, notamment en Afrique centrale?**

Ce ne sont pas deux poids deux mesures, mais deux régions différentes. On est en Afrique de l'Ouest, on parle de la Cedeao. Posez plutôt votre question aux chefs d'État d'Afrique centrale.

**Vous avez été réélu pour un deuxième mandat en mars 2016. Où en sont les projets que vous aviez lancés?**

J'ai fait de l'éducation l'une de nos priorités et mis l'accent sur la formation professionnelle et technique. Lorsque je suis arrivé au pouvoir, en 2011, 8 % seulement des enfants nigériens allaient dans les centres professionnels et techniques. En cinq ans, ce chiffre est passé à 25 %. Mon objectif est de le porter à 40 % d'ici à 2021. Et, une fois que ces jeunes seront formés, il faudra leur trouver un emploi. Nos investissements dans les infrastructures routières, énergétiques, ferroviaires, de télécommunications créent des emplois.

**L'objectif est d'aller vers une monnaie commune au sein de la Cedeao à l'horizon 2020. »**

Le Niger est aussi un producteur de pétrole, et cette production va aller en augmentant. Cela nous donnera des opportunités d'emploi et nous permettra d'avoir des ressources pour financer mon nouveau programme. Celui que j'ai mis en place pendant mon premier mandat devait être financé à hauteur de 6?200 milliards de F CFA (9,4 milliards d'euros). Je l'ai financé à hauteur de 5?800 milliards, soit 93 %. Le nouveau doit être financé à hauteur de 8?200 milliards de F CFA.

**Faut-il encore croire au redémarrage**

**de la mine d'uranium d'Imouraren?**

Nous pensions que la conjoncture allait s'améliorer et que les cours de l'uranium allaient se redresser, mais cela n'a malheureusement pas encore été le cas. Cela étant, oui, le projet sera tôt ou tard relancé.

**Comme d'autres pays de la sous-région, le Niger est également touché de plein fouet par la crise économique que traverse le Nigeria...**

C'est bien pour cela il nous faut aller vers plus d'intégration, notamment monétaire, au sein de la Cedeao. Si nous avions la même monnaie que le Nigeria, nous ne connaîtrions pas ces difficultés. Le problème est d'ailleurs ancien?: en 1994 déjà, la dévaluation du franc CFA aurait dû nous permettre d'être plus compétitifs face à Abuja. Mais le Nigeria a tout de suite réagi, ce qui nous a privés des avantages attendus. Moralité?: un pays comme le Niger a intérêt à entrer dans une zone d'intégration plus large que l'Uemoa.

L'objectif est d'aller vers une monnaie commune au sein de la Cedeao à l'horizon 2020. Cela dit, je tiens à faire remarquer que, en dépit de tous les problèmes que nous avons évoqués, que ce soit la crise nigérienne, la baisse des prix des matières premières ou les chocs sécuritaires, le taux de croissance moyen sous mon premier mandat a été de 6 % par an, et nous prévoyons 7 % pour les cinq prochaines années.

**Il y a un débat très vif concernant le franc CFA. Faut-il en finir avec cette monnaie ou bien la réformer?**

Le débat actuel donne l'impression d'être motivé par une position contre la France. Mais je pense que le débat ne se pose pas en ces termes?: la plus grande intégration que nous prônons au niveau de la Cedeao ne vise personne. D'ailleurs, la France ou l'Allemagne ont intérêt à ce que nos pays aient un marché plus vaste. La Cedeao, c'est tout de même 300 millions d'habitants?!

**Certains de vos adversaires dénoncent des dérives autoritaires. Que leur répondez-vous?**

Quels sont les indicateurs qu'ils avancent pour dire que je suis plus autoritaire?? Il n'y a pas d'entrave aux libertés au Niger. Ceux qui me font ce reproche étaient au pouvoir avant moi. Et, à leur époque, le Niger figurait à la 139e place du classement de Reporters sans frontières sur la liberté de la presse. Aujourd'hui, nous sommes à la 52e place – le 9e pays africain. Cela veut dire que,

Suite page 5

Suite de la page 4

sous ma présidence, notre pays est plus libre qu'à l'époque où ceux qui me reprochent d'avoir un comportement liberticide étaient au pouvoir. Les chiffres parlent pour moi.

**Ne regrettez-vous pas que votre principal opposant, Hama Amadou, soit en exil?**

Si, mais personne n'empêche la personne dont vous parlez de revenir au Niger. Il y a chez nous une séparation des pouvoirs?: Hama Amadou a des problèmes avec la justice, mais je n'ai aucun problème avec lui.

**De l'avis de plusieurs membres de votre gouvernement, la lutte contre la corruption n'est pas allée assez loin pendant votre premier mandat...**

Nous sommes sur la bonne voie, mais il faut renforcer notre action, l'accélérer. C'est mon objectif pour mon second mandat. D'ailleurs, la Haute Autorité de lutte contre la corruption a fait l'objet d'une loi pour la rendre plus indépendante. Elle transmettra désormais ses enquêtes directement à la justice, sans passer par l'exécutif.

**Vincent Bolloré et Samuel Dossou vont-ils se retirer du projet de boucle ferroviaire, qui devrait notamment relier Niamey à Cotonou?**

Il y a des discussions entre le Niger, le Bénin et Bolloré. Je ne sais pas à quel type d'accord elles donneront lieu, mais nous allons trouver une solution.

**Comment réagissez-vous aux premières décisions prises par le nouveau président américain, Donald Trump?**

Je n'ai pas pour habitude de commenter les situations intérieures de pays amis. Ce que je souhaite, c'est que nos relations se renforcent, dans l'intérêt bien compris de nos différents peuples, et que les relations internationales d'une manière plus générale soient plus équilibrées.

**La coopération militaire avec les États-Unis est primordiale pour votre pays. Ne craignez-vous pas un désengagement?**

Washington n'a pas fait de déclaration en ce sens. Nous avons un ennemi commun?: le terrorisme. Je fonde l'espoir que, sur ce plan-là, les relations avec les États-Unis vont se développer.

**La décision de Donald Trump de bloquer l'émission de visas d'entrée pour les ressortissants de sept pays musulmans, dont trois africains, ne vous choque-t-elle pas?**

Les musulmans ne doivent pas être stigmatisés. Il faut que les Occidentaux comprennent que le terrorisme, ce n'est pas l'islam et que les musulmans sont les premières victimes du terrorisme. Dans le bassin du lac Tchad, ce sont des musulmans que Boko Haram égorge. En Libye, en Irak et en Syrie, c'est à des musulmans que s'en prend Daesh.

Jeune Afrique

Atelier d'appui du pastoralisme au Sahel

**Sauvegarder l'environnement**

Un atelier de trois jours réuni, 13 au 15 février 2017, 6 pays à Niamey, notamment, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal, le Burkina Faso, le Tchad et le Niger. Ces pays s'engagent pour la sauvegarde du pastoralisme dans leur espace. Ainsi, les participants à cet atelier verront leur capacité renforcée sur les mesures de sauvegardes environnementales et sociales pour une mise en œuvre efficace du projet régional d'appui du pastoralisme au Sahel. Les politiques de sauvegardes du pastoralisme sont des documents que les pays préparent dès le début de l'élaboration des activités du projet.

L'objectif de cette rencontre est de fixer le nombre de crédit de développement du projet, d'améliorer l'accès à des moyens de service de production essentiels et des marchés ou des pasteurs et agropasteurs dans des zones frontalières, le long des axes des transhumances des 6 pays sahéliens et améliorer la capacité de ces pays à répondre à temps et de manière efficace en cas de crise pastorale ou d'urgence. Ces activités, pour l'essentiel, sous-entendent et exigent la prise en compte des politiques de réglementations et normes nationales et internationales en matière de sauvegarde environnementale et sociale.

Ousseina Hassoumi

**La Radio : un véritable outil de communication de masse**

Le Niger, à l'instar des pays du monde, a célébré le lundi 13 février la sixième édition de la journée mondiale de la Radio sous le thème «LA RADIO C'EST VOUS». Cette journée est célébrée pour la première fois en 2012 après son adoption par la conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), puis par l'Assemblée générale de l'ONU, le 3 Novembre 2011 lors de sa 36e session sur proposition initiale de l'Espagne. Une date pour célébrer la radio en tant que médium, pour développer la coopération internationale entre radiodiffuseurs et pour encourager les principaux réseaux ainsi que les radios communautaires à promouvoir l'accès à l'information, à la liberté d'expression et à l'égalité de genres sur les ondes. Au Niger on compte une vingtaine de radios privées et une radio publique. Malgré les mutations dans le secteur des télécommunications la radio a un pouvoir et des atouts remarquables: elle rassemble les communautés et stimule un dialogue positif pour le changement, c'est une voix qui porte loin. Elle sensibilise, informe et distrait. C'est une véritable plateforme éducative, de partage de connaissances et de promotion de débats publics. La radio entretient un lien solide avec les populations isolées et les groupes marginalisés. Elle reste, par ailleurs, le moyen le plus dynamique, le plus réactif et le plus attractif qui existe pour la valorisation des langues nationales surtout au Niger où 90% des citoyens sont analphabètes. La radio s'avère nécessaire pour mieux les sensibiliser et les informer. D'où toute son importance.

Ousseina Hassoumi

**Il faut le dire...**

**Plus qu'un scandale, le contrat signé avec Veolia africa est un crime contre le peuple nigérien.**

A na wata, ga wata ! Alors que les 1745 agents de la ville de Niamey attendent anxieusement et probablement en vain d'être payés, Brigi Rafini, qui les a accueillis pour leur demander de prendre leur mal en patience parce qu'il n'y a pas d'argent, parraine la signature d'un accord qui n'est ni plus ni moins qu'un coup de poignard dans le dos de ses compatriotes dont les salaires sont en souffrance depuis huit mois. A na wata, ga wata ! Brigi Rafini, qui n'a pas encore convaincu ses compatriotes qu'il n'est pas le principal, sinon l'unique artisan du contentieux qui oppose Africard à l'État du Niger et qui est en train de mettre en péril des intérêts stratégiques de notre pays à l'étranger, notamment en France et aux États Unis, a récemment conduit une mission, en France, au cours de laquelle, entre audiences et promenades, il a parrainé la signature de plusieurs conventions et contrats. Parmi ces affaires, il y a notamment cet accord, dit "Accord de Méthode entre Veolia Africa et le Haut Commissariat Niamey Nyala" « pour établir la proposition d'organisation optimisée pour la collecte et le traitement de déchets de la Ville de Niamey ». Signé par Moctar Mamoudou, le bonhomme qui conduit ce tonneau des Danaïdes appelé «Niamey Nyala», ce contrat est surréaliste à plus d'un titre. D'abord, il ajoute à l'imbroglio de l'assainissement urbain, prouvant au passage que Brigi Rafini et Cie n'ont sans doute aucune idée de ce qu'ils font. Un véritable pilotage à vue, fait de tâtonnements et de coups de poker sans lendemain, qui prouve, au besoin, que les motivations sont ailleurs que dans le souci de trouver des solutions aux maux du Niger. Des maux auxquels, comme dans la regrettable affaire Africard, ils ne sont pas étrangers. Il y a la ville de Niamey, avec ses cinq arrondissements communaux et leurs milliers d'employés dévolus à l'assainissement. Ça n'a pas suffi ; on va aller chercher une misérable petite idée appelée «Niamey Nyala» qui ne sert en vérité qu'à caser de la clientèle politique chèrement payée à ne rien faire. Tout ça n'a pas suffi, on crée un ministère de la Ville et de la Salubrité urbaine dédiée à un homme qui sait qu'il n'a rien à faire d'autre que de dormir sur ses lauriers pour bénéficier en fin de compte, d'une belle prime mensuelle et... d'un titre ronflant et risible. La facture n'est pas suffisamment salée pour Mahamadou Issoufou. Et comme il faut bien contenter Vincent Bolloré, quitte à lui céder un pan du territoire national, on signe ce scandaleux accord par lequel l'État, à travers ce machin de «Niamey Nyala», va payer des montants colossaux à Veolia pour un travail au nom duquel on refuse pourtant, obstinément, de payer les employés de la ville de Niamey. Plus qu'un scandale, c'est un crime contre le peuple nigérien. Et puis, entre nous, Niamey Nyala a quelle base légale pour engager l'État du Niger dans un accord international ?

GAMBO



# DÉCLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU MODEN-FA LUMANA AFRICA SUR LA SITUATION SOCIO POLITIQUE ET ECONOMIQUE DU NIGER

Nigériennes, Nigériens,

**Le Bureau Politique du Moden Fa Lumana Africa, réuni en session extraordinaire ce samedi 11 février 2017, à l'effet d'analyser la situation sociopolitique et économique scabreuse dans laquelle Issoufou Mahamadou et son régime impopulaire ont précipité notre pays, fait la déclaration dont la teneur suit :**

Au demeurant, en décidant d'attirer régulièrement l'attention de l'opinion nationale et internationale sur l'effritement continu de nos acquis démocratiques et socioéconomiques, l'intention de notre parti n'est nullement de se réjouir des échecs multiples et multiformes d'un adversaire médiocre à tout point de vue. Non ! Notre objectif est d'assumer notre rôle d'opposition qui a entre autres modes d'expression la communication politique à chaque fois que les choses vont mal. Et aujourd'hui, force est de constater que les choses vont mal, très mal pour notre pays et son peuple. Pouvoir et Opposition sont les deux formes d'expression politiques dans la gouvernance démocratique. Même si beaucoup préfèrent le confort du pouvoir, il s'avère souvent, comme c'est le cas aujourd'hui, qu'être à l'opposition participe de manière plus visible et efficace au progrès socioéconomique et à l'enracinement de la démocratie et des valeurs républicaines dans notre pays. C'est pourquoi, malgré l'usurpation du pouvoir exécutif et d'une surabondante majorité parlementaire, malgré le clientélisme politique et social auquel le régime a instinctivement recours pour se donner la fausse impression d'un soutien populaire, nous tenons toujours à nous exprimer, nous tenons toujours à demeurer audibles pour rester en parfaite harmonie avec la mission que le peuple nigérien nous a confiée. Nous tenons à assumer l'honorable mission de sentinelle de la république et de défenseur des intérêts du peuple nigérien, largement compromis par les errements d'un système de gouvernance gangrené par la corruption, l'amateurisme politique, le déni total de droit et l'incapacité notoire d'assurer le minimum d'espoir à un peuple meurtri et profondément désenchanté, un peuple qui ne sait plus à quel saint se vouer.

**Nigériennes, Nigériens,**

Bien sûr que nous aurions voulu nous tromper ! Hélas la réalité est là, têtue et intransigeante. Les échecs de Mahamadou Issoufou, longtemps masqués par la confortable stabilité macroéconomique et financière résultant des régimes précédents, se révèlent à tous : patents, indiscutables, graves et irresponsables.

Jamais les Nigériens n'ont vu autant d'indicateurs de mauvaise gouvernance à la fois. Il n'y a aucun domaine qui ne porte la marque de la gestion irresponsable et cahoteuse de la Gouvernance de Issoufou Mahamadou.

Sur le plan institutionnel, la démocratie et la république sont piétinées et les droits humains bafoués. Le système judiciaire est gravement exploité par le pouvoir exécutif au détriment de ceux qui ne pensent pas comme eux. Une justice à double vitesse est instituée et généralisée. Quelques voleurs de pain sont emprisonnés tandis que les voleurs des milliards de l'État sont protégés par le parapluie de Issoufou Mahamadou. Ils se pavant comme si de rien n'était. Le même système judiciaire est mis à profit pour embastiller des Nigériens innocents de tout crime, Nigériens injustement victimes de leur désaffection pour le système du « Gury ». Combien sont-ils en prison pour des chefs d'accusation aussi fallacieux que ridicule ? Combien ont été emprisonnés durant des mois et des années pour moins que rien. Comment comprendre la crédibilité d'un système judiciaire qui vous détient quelques uns pour un « oui » ou pour un « non » et qui reste largement bienveillant pour les nombreux partisans de Issoufou Mahamadou, régulièrement empêtrés



dans les scandales à répétition : détournement de deniers publics, trafic de drogues, fraude aux concours. L'appel au secours du SAMAN est illustratif du profond malaise délibérément créé au sein de notre justice.

Aujourd'hui, c'est parce que la justice est mise sous coupe réglée, que des nigériens croupissent en prison relativement au vrai faux coup d'État inventé pour le besoin de la réélection de Issoufou Mahamadou. Il s'agit de : Issoufou Issaka, Oumarou Moumouni Dogari, Mamane Issa Maifada, Seyni Yacouba dit Méréda, Sani Bala, Faki Adam, Ali Salou.

Alors que certaines personnes se trouvant dans l'entourage de Issoufou Mahamadou citées et entendues par la Justice sont toujours en liberté. Nous rappelons à toutes fins utiles, l'article 15 de la Constitution qui dit : « Nul n'est tenu d'exécuter un ordre manifestement illégal. »

Cette disposition ainsi que d'autres textes de la République impliquent la responsabilité personnelle des fonctionnaires de l'administration, notamment des Juges qui ne doivent agir qu'en conformité avec la loi.

**Nigériennes, Nigériens**

D'autres comme Saidou Bakari, Idé Kalilou et Ari Mala sont jetés et maintenus en prison malgré toutes les preuves qui les innocentent. En témoignent les quitus.

L'opinion s'interroge sur le silence des partenaires techniques et financiers (PTF), pourtant cosignataires de la régularité des opérations.

Un devoir de réaction de leur part s'impose pour la manifestation de la vérité.

Nombre de militants du Moden-Fa Lumana Africa et d'autres Nigériens croupissent en prison sans raison tandis que chaque jour des grosses personnalités du régime sont épinglées dans des pratiques corruptives et mettent au défi la justice nigérienne.

Pourquoi cette même justice prompte à s'autosaisir, ne fait-elle pas preuve du même zèle pour traiter le cas des barons du régime qui agissent au vu et au su de tout le monde. Aujourd'hui, la compromission entre certaines personnalités qui dirigent les hautes institutions judiciaires et le pouvoir n'est plus à démontrer.

De même que le maintien en prison de nos nombreux camarades élus ou non, s'apparente à nos yeux à un coup de pouce de la justice nigérienne au régime de Issoufou Mahamadou, fût-il involontaire. Le préjudice que leur causent les différentes affaires dans lesquelles on tente grossièrement de les embarquer, est à la fois important et grave. De même que la responsabilité des femmes et des hommes que l'on utilise à cette fin est manifeste et contraste profondément avec la représentation que nous nous faisons de la justice. Issoufou Mahamadou est responsable de cette descente aux enfers qui nous est imposée et qui accable tant notre pays. Mais ceux qui l'aident par leur silence coupable ou leur soutien acheté, sont également totalement responsables de la dé-

chéance programmée de notre pays. La gravité de la situation commande l'Union sacrée de toutes les forces vives de la Nation pour sauver ce qui reste de notre cher pays.

Au plan économique, le pillage et le gaspillage des ressources nationales largement abondantes à l'entrée en fonction de Issoufou Mahamadou, ont fini par ressusciter le syndrome de la cessation de paiement que tout le monde pensait révolue. A notre corps défendant, le régime du « Guri » nous ramène en arrière de 40 ans. Aujourd'hui, c'est évident pour tout le monde, le risque de tomber dans les affres de l'ajustement structurel est tout à fait envisageable : le train de vie de l'État est largement au dessus des possibilités financières et économiques du pays : TAYI TAWIRI gouvernement pléthorique et inefficace aggravé par la nomination anarchique de conseillers avec rang de ministres inutiles, création intempestive de nouveaux postes et pôle de dépenses. Et tout cela aux fins de permettre au régime usurpateur d'acheter une légitimité qu'il n'aura jamais. C'est à la fois indécent et irrespectueux pour le Niger et son peuple qui analyse le contraste grossier entre la désinvolture insultante des dépenses ostentatoires de Issoufou Mahamadou et ses amis d'un côté et de l'autre, la déliquescence du système social illustrée par les difficultés dans le paiement régulier des enseignants contractuels générant une instabilité permanente du système ; l'insécurité grandissante dans le pays notamment où les terroristes de tout genre sèment terreur et désolation dans les familles et son lot de déplacés et de réfugiés ; les déplacements forcés des populations du Manga et le bradage de leurs terres fertiles contre quelques millions de dollars et une distinction honorifique négociée. Sur le plan de la gouvernance même, l'amateurisme et le déficit du sens de l'État, très nettement perceptibles dans la mise en œuvre de l'action gouvernementale, coûtent très cher au Niger : le déguerpissement sauvage des commerçants perpétré dans les villes de Niamey et Zinder et dont les victimes ne sont ni dédommagés, ni recasés ; le caprice infantile de Issoufou Mahamadou dans l'affaire du train de Bolloré inauguré il y a un an et qui na jamais sifflé depuis et qui ne sifflera probablement plus et incite à dire « Tout ça pour ça ».

En ce moment même l'actualité est concentrée sur cette rocambolesque affaire d'Africard dans laquelle Brigi Rafini œuvrant bien sûr sur les instructions de Issoufou Mahamadou, impose à notre pays un feuilleton judiciaire dans lequel le Niger est en train de perdre des ressources importantes et plusieurs biens immobiliers acquis au prix de multiples sacrifices par les gouvernements antérieurs notamment ceux de Hamani Diori et Seini Kountché.

Face à cette situation sociopolitique et économique désespérante, les Nigériens éprouvent un immense sentiment de frustration et de lassitude. Les Nigériens sont fatigués. Ils sont fatigués de

se voir dirigés par une clique de dirigeants pour le moins irresponsables et insensibles à leurs douleurs. Les Nigériens sont fatigués de ces affaires interminables qui discréditent notre pays. Aujourd'hui c'est dans le sordide partage de la rançon des otages d'Arliit que serait impliqué le Niger. Il est bien difficile de faire le distinguo entre ravisseurs, médiateurs et commanditaires. Pour ce qui reste du lien présumé avec l'assassinat des journalistes de RFI, le Moden-Fa Lumana Africa exige une enquête judiciaire indépendante afin que toute la lumière soit faite sur cette scabreuse affaire qui associe notre pays à l'axe du mal et à la voyoucratie.

Bien sûr, pendant ce temps où se joue la démolition de ce qui nous reste comme État et souveraineté, c'est le silence total consacrant l'impunité extrême et l'enthousiasme éhonté du régime qui se dit que dès lors que les élections de 2016 ont été volées sans conséquences, tout lui reste dorénavant permis : après le passage en force, la gouvernance par la force. Ils continueront à piller l'État, à arrêter ceux qui se plaindront ; ils continueront à exercer la corruption, la concussion et tous les passe-droits et autres déviances combattues par la Constitution. Le Niger jadis respecté et honoré est devenu sous le règne de Issoufou Mahamadou, un État voyou dont le nom est désormais associé aux trafics de tous genres.

C'est pourquoi, le Bureau politique du Moden-Fa Lumana en appelle au sursaut des forces vives de la Nation pour quelles redoublent de vigilance au regard de la gouvernance. Nous n'avons droit ni au silence, ni à la passivité. Tous les Nigériens épris de progrès doivent s'engager dans le combat noble du contrôle de l'action gouvernementale qu'une assemblée qu'on s'efforce à transformer en caisse de résonance ne réalisera jamais. Avec ce qui se profile, nous constatons que le Président « kama mini » du PNDS-Tarayya, Bazoum Mohamed savait de quoi il parlait quand il disait : « Je ne vois pas comment on peut considérer que Hama Amadou peut échapper à une condamnation ».

Le Moden FA Lumana Africa estime que c'est là, la ligne rouge à ne pas franchir ! Car trop, c'est trop !

Nous ne pouvons plus accepter que le seul Hama Amadou continue à être le souffre-douleur d'un système dont le seul objectif est sa liquidation politique.

Par ailleurs, nous constatons que les autres gardiens de la démocratie que sont les médias, sont menacés dans leur indépendance à travers la mise en place d'un comité dit de relecture des textes sur la liberté de la presse.

Le MODEN -FA Lumana Africa met en garde le pouvoir usurpateur de Issoufou Mahamadou contre toute remise en cause des acquis arrachés de haute lutte par les journalistes et les forces vives de la Nation.

Le Bureau politique national dénonce avec la dernière énergie l'utilisation de la puissance publique à des fins purement politiciennes.

Il exige du régime le respect de la forme républicaine de l'État dont les organes, les instances et les moyens ne doivent en aucun cas être assujettis aux intérêts politiques d'une gouvernance au demeurant usurpée.

Il attire particulièrement l'attention de l'institution judiciaire afin quelle veille strictement à l'exercice d'une justice honnête et applicable à tous. La justice étant le rempart absolu de la démocratie et des idéaux de la république, la dévoyer revient à renoncer au progrès et à l'avenir. La justice au demeurant est un attribut d'État, elle n'est pas au service d'un gouvernement, surtout un gouvernement qui la méprise comme on en a jamais connu dans ce pays. Le Bureau politique en appelle enfin aux militantes et aux militants, aux Nigériennes et aux Nigériens épris de paix et de progrès, de se tenir mobilisés pour le combat permanent contre le régime usurpateur jusqu'au retour de l'ordre constitutionnel normal. Il y va de la survie même de notre chère nation, parce que vraiment TAYI TAWIRI.

## Projet saoudien d'accaparement des terres à Diffa : Enfin, un petit éclairage du Premier Ministre Brigi Raffini



**En réaction à un SMS que je lui avais envoyé le 6 février 2017, le Premier ministre Brigi Raffini a apporté un petit éclairage sur le sort réservé par le gouvernement au projet agro-industriel de la société saoudienne Al Horaish, défendu bec et ongle par M. Mairou Ligari, Président du Conseil régional de Diffa. Compte tenu de l'enjeu que représente ce projet, je me permets de rendre publics les échanges que j'ai eu avec le Chef du gouvernement qui, il est important de le savoir, est la seule personne habilitée par la loi à autoriser la signature d'un accord de partenariat public/privé, à travers une lettre de non objection.**

Voici en intégralité le message que j'ai envoyé le 6 février au Premier ministre : "Bonsoir Excellence, nous cherchons depuis 2 mois à vous rencontrer au sujet du projet agro-industriel de la Société Fleuve Niger SA à Diffa. A ce jour, toutes nos demandes d'audience ont été vaines; et en dépit de toutes les rumeurs persistantes qui circulent à ce sujet, aucune réaction du gouvernement pour rassurer. En tout cas, s'il plaît à Dieu, aucune portion de terre ne sera bradée. Nous osons espérer que vous serez du côté des pauvres". Tchangari

Voici la réponse du Premier ministre envoyée le 8 février 2017 : "Salut, Tchangari. Ce projet est une initiative des élus régionaux de Diffa sous la forme d'un PPP entre la collectivité et l'opérateur saoudien. Toutefois, le gouvernement n'accordera sa non objection que si le projet remplit les conditions légales, s'inscrit dans la politique de développement durable du pays, recueille l'adhésion des populations et enfin après le retour de la paix dans la région». Brigi Raffini.

Au vu de ce message, on peut donc considérer que le projet défendu par Mairou Ligari, Président du Conseil régional, n'a pas encore reçu la non objection du gouvernement; comme nous l'avons d'ailleurs souligné dans notre rapport disponible sur le site web d'Alternative Espaces Citoyens ([www.alternativeniger.net](http://www.alternativeniger.net)). Le message du Premier ministre laisse entendre que, pour le moment, le gouvernement préfère lui-même laisser le tout puissant Président du Conseil régional faire sa danse du ventre; tout en se réservant le droit d'accorder ou non son aval pour la signature d'un accord de partenariat public/privé.

Ainsi, même s'il est déplorable de voir le gouvernement laisser M. Mairou Ligari continuer à battre campagne autour d'un projet dangereux pour les populations et qui ne répond nullement aux conditions de légalité prévues par les lois nigériennes, on peut se réjouir de savoir qu'il n'a pour l'instant que l'autorisation de jaser sur la télévision nationale et d'autres médias qui veulent bien lui tendre leurs micros. En vertu de la liberté d'expression, il peut donc continuer à faire sa campagne de promotion du projet d'accaparement des terres; et il appartient aux élus régionaux de Diffa, aux populations de la région et à tous ceux qui défendent les droits fonciers des communautés locales, de se mobiliser pour mettre en échec ce sinistre projet.



Aujourd'hui, la mobilisation contre ce projet d'accaparement des terres est d'autant plus nécessaire que le message du Premier ministre ne lui ferme pas totalement les portes; bien au contraire, il laisse clairement comprendre que le gouvernement mise en quelque sorte sur le succès de la campagne de Mairou Ligari, pour se décider lui-même; et ce, malgré les arguments multiples qui militent contre la signature d'un accord de partenariat public/privé qui ne fera qu'ouvrir la voie à une spoliation des communautés locales de la région.

En tout cas, les élus régionaux de Diffa ont donc encore la possibilité de se racheter aux yeux de leurs électeurs; eux qui affirment avoir été induits en erreur par celui qu'ils ont choisi pour présider leur assemblée régionale. Quant à nous, nous continuerons, sans relâche, notre combat contre les «accapareurs» de terres et leurs complices; et si le gouvernement a besoin de preuves pour être convaincu de la non adhésion des populations de la région à ce projet funeste, nous lui suggérons d'organiser un référendum régional sur le sujet.

**Moussa A. Tchangari (Alternative Espaces Citoyens)**

### LE MONDE D'AUJOURD'HUI BI-HEBDOMADAIRE NIGERIEN D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

E-mail : [lemonde\\_niger1@yahoo.fr](mailto:lemonde_niger1@yahoo.fr)

**RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S**

**Directeur de publication Ibrahim A. YERO**

CEL : 90.06.78.46

**Conception & Composition LE MONDE D'AUJOURD'HUI Tirage : 1 500 Exemplaires sur Les presses de la G.I.N**





**RIMBO TRANSPORT  
VOYAGEURS SOUTIENT  
LA SECURITE  
ALIMENTAIRE AU NIGER**



*Rimbo Transport Voyageurs*



**Rimbo, votre partenaire de toujours**

BP 11807 NIAMEY  
TEL 227 20 74 14 13 FAX 20 73 21 86  
NIGER  
Email: [rimbortv@yahoo.fr](mailto:rimbortv@yahoo.fr)